

AP 28 mars 2019 : Plan bois
Intervention de Guilhem Serieys

Vous nous présentez un Plan bois régional destiné à aider aux investissements matériels des entreprises du secteur.

Je crains que ce rapport passe à côté du sujet et des enjeux qui sont ceux de la situation paradoxale de la filière et des moyens à déployer pour la structuration de la filière bois, de la matière première aux différentes étapes de transformation puis à la vente.

Je parlais de paradoxe. Quel est-il ? La demande en bois explose. Aux marchés traditionnels du parquet, du bois de rail et du meuble, s'ajoutent aujourd'hui la construction bois et le bois énergie. Et pourtant, les scieries françaises et occitanes ralentissent leur activité. Les volumes de chênes brut (le bois le plus recherché) disponibles pour la filière nationale et locale ont été divisé par près deux en 10 ans.

Pourquoi ? Parce que c'est l'absurdité du capitalisme financier transnational qui commande. Les traders travaillant pour l'export, la chine et les États-Unis, fixant les règles du jeu et les prix.

L'exportation de chêne brut a été multipliée par 5 en 3 ans. Pareil pour le hêtre et pour les résineux. Sur 10 chênes exportés par la France, huit sont vendus à la Chine.

Et ce bois brut parti en Chine, il revient au final sur le marché européen et français sous forme transformée à bas coût, sous forme de parquet et de meubles bon marchés, de panneaux, de fenêtres, de portes...

Nous vendons le m³ de chêne brut 80 euros. Une fois séché et scié, nous le réimportons à 500 euros. Et même à plus de 2000 euros lorsqu'il est transformé en meubles.

Comment peut-on accepter d'exporter sans aucune plus-value une matière première qui met plus d'un siècle à pousser ?

Les dégâts financiers, commerciaux, humains et écologiques de cette mécanique économique absurde sont colossaux.

- La filière bois supporte le plus gros déficit commercial du pays après le pétrole, à savoir 6,5 milliards d'euros
- La fermeture de plusieurs centaines de scieries, menuiseries, ébénisteries, cuisinistes. Près de 100 000 emplois supprimés en 10 ans. Notre Région a payé un lourd tribut, par exemple dans le nord Aveyron où le secteur du bois était le principal pourvoyeur d'emplois dans les zones les plus rurales il y a encore 10 ans avant de périr complètement.
- Quand au bilan écologique, il est effarant. Alors que le bois stocke le CO₂ et permet ainsi de lutter contre le réchauffement climatique, le voyage sur plus de 30 000 kilomètres des grumes génère 17 fois plus de gaz à effet de serre que si c'est volumes étaient restés en France.

Alors que faut-il faire ? Aider les entreprises de la filière d'accord. Mais surtout agir

pour relocaliser la transformation, relocaliser en France et en Région le sciage, le rabotage, les charpentes, la menuiserie, la pâte à papier, le papier, le carton, l'ameublement, destinés au marché local... On pourrait ainsi créer 500 000 emplois et limiter l'émission de gaz à effet de serre.

C'est cette question, pourtant centrale, qui n'est pas traitée dans ce Plan bois.

Le chemin à prendre est donc celui d'un protectionnisme écologique et solidaire avec des droits de douanes et des taxes kilométriques à l'importation pour protéger nos marchés intérieurs.

La Chine taxe le bois brut importé à 8%, les produits de sciage à 18%, les parquets à 40% et les meubles à 100%. Diablement efficace. Beaucoup de pays, comme les Etats-Unis ou la Russie ont répliqué en contingentant leurs exportations vers la Chine. Pas l'Union Européenne. Parce que les dirigeants européens avec le soutien de Macron comme avant lui Hollande et Sarkozy, préfèrent prier à la gloire de la concurrence libre et non faussée et des Traités européens qui interdisent de répliquer pour défendre nos intérêts propres. Et ceux qui parlent de désobéir ou de sortir des Traités sont traités de nationalistes par les mêmes libéraux autoritaires. Non bien sur que non, c'est le contenu libéral autoritaire de ces traités et les politiques menées en leur nom qui tue l'idée même d'Union européenne en détruisant nos emplois et l'environnement. Les Traités européens actuels sont anti-écologiques et anti-sociaux. Vous voulez soutenir la filière bois, agir pour l'emploi, la relocalisation de l'économie, l'écologie ? Soyez conséquents, chers collègues, cohérents, rationnels, demandez à désobéir aux traités européens pour mettre en place un protectionnisme solidaire et écologique.